

GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE COMMUN DU CONTENTIEUX

1^{re} Division

AFFAIRES GÉNÉRALES

N^o 5.964^{ch}

Réseau Direction Générale de l'Enregistrement

(Service Central de Ventes
du Ministère de l'État
(Contentieux))

Epaves

- Wagon-Lits
(Employés des)

OBJET DE LA CONSULTATION

Existe-t-il une clause important aux employés
de la C^{ie} Int^{le} des Wagon-Lits obligatoirement
remettre à la S.N.C.F. les épaves trouvées
dans les dépendances du Chemin de Fer ?

Références : Dec 6.171^{ch}

Observations :

Paris, 10 mars 1942
45 rue St-Lazare

SJ

Ch
5964

Le Chef du Contentieux de la Société Nationale
des Chemins de fer Français

à Monsieur le Directeur des Domaines,
Chef du Service Central des Ventes du Mobilier
de l'Etat, 8bis rue de Lisbonne, PARIS (VIII^e)

En réponse à votre lettre du 26 février dernier (Bureau du Contentieux, N°88), j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'avant le transfert à la S.N.C.F. de l'exploitation des lignes concédées aux Grandes Compagnies de chemins de fer, celles-ci, qui revendiquaient pour leur réseau la qualité d'inventeur des objets trouvés dans les dépendances du domaine public par leurs agents en service, considéraient généralement qu'il devait en être de même des objets trouvés, dans des conditions identiques, par toute personne attachée à une entreprise relevant du service du chemin de fer, telle que buffet, bibliothèque, etc.

Cette règle se trouvait d'ailleurs inscrite dans les règlements intérieurs, règlements qui, depuis la création de la S.N.C.F., sont provisoirement restés en vigueur dans les Régions.

Une Instruction actuellement à l'étude, et destinée à unifier ces différents règlements, reprend les prescriptions antérieures et, dans l'énumération, d'ailleurs non limitative, qu'elle fait des entreprises relevant du réseau, nomme expressément la Compagnie Internationale des Wagons-Lits.

Au surplus, parmi les traités passés avec les dites entreprises, il en est même qui prennent soin de préciser le point de vue du Réseau sur la question.

En ce qui concerne spécialement le traité passé, le 31 juillet 1939, entre la S.N.C.F. et la C.I.W.L. pour l'exploitation par cette Compagnie des services de wagons-lits, voitures Pullmann, voitures-salon et voitures-restaaurant, il est indiqué à l'article 13 "que le personnel de la

01
C.I.W.L. a libre accès dans les gares et les installations de la S.N.C.F. pour l'accomplissement de son service, mais doit observer les règlements de chemin de fer en vigueur et se soumettre aux ordres des agents compétents, chefs de gare, contrôleurs et chefs de trains de la S.N.C.F. pour tout ce qui concerne le Service de l'Exploitation".

Le personnel de la C.I.W.L. étant ainsi tenu de se conformer d'une façon générale aux règlements du chemin de fer, il n'y a aucune raison de les soustraire à celui de ces règlements concernant les objets trouvés.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Signé : Aurage

DIRECTION
DU
SERVICE CENTRAL
DES VENTES
DU MOBILIER DE L'ETAT
(S. C. V. M.)

BUREAU du Contentieux

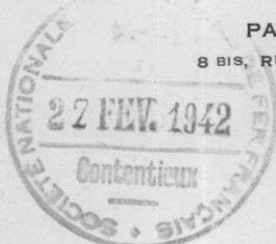
N° 80

(Prière de rappeler ce numéro
en marge de la réponse)

DIRECTION GÉNÉRALE
de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre

PARIS (VIII^e), LE
8 BIS, RUE DE LISBONNE

26 FEV 1942



Le Directeur des Domaines, Chef du S. C. V. M.,

OBJET :

Valeurs trouvées par un
conducteur à la Compagnie
Internationale des Wagons-
Lits, et remises au Domaine.
Demande de restitution. -

à Monsieur

LE DIRECTEUR DU SERVICE DU CONTENTIEUX
DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS
DE FER FRANÇAIS

45, Rue Saint-Lazare

PARIS

M. Chavanne

Pour me permettre de prendre, en toute connaissance de cause, une décision, sur l'affaire rappelée en marge, dont un Inspecteur de mes services a eu l'occasion d'entretenir vos collaborateurs, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître si, dans les conventions passées par la "Société Nationale des Chemins de fer français", avec la "Compagnie Internationale des Wagons-Lits", il existe une clause imposant aux proposés de la Compagnie l'obligation de remettre à la S.N.C.F. les épaves trouvées dans les dépendances du chemin de fer, et, si, à ce point de vue tout au moins, ces préposés ne sont pas considérés comme les employés de la S.N.C.F.

Je vous serai très obligé de vouloir bien m'adresser votre réponse, dans le moindre délai.

H. A. Miller

MINISTÈRE DES FINANCES

SERVICE CENTRAL des VENTES
DU MOBILIER DE L'ÉTAT

8 bis, Rue de Lisbonne
PARIS (8^e)



de France
S
ENT

AU
NATIONAL
VER

Monsieur le Directeur du Service Contentieux
de la S. M. C. F.
45 Rue St Lazare
Paris

My Sirren, Inspector of
Donations, we follow you in
regard to your ~~travels~~ for
aid to W.V. as soon
as possible.

Your self at 1 point.

Quit of 1 point on 21 July
1939.

My Sirren meet you in
the night.

My telephone at 6th of Davis
Lab 25-59 1/12 *P*

Le Chef de C^{ie} & la S.N.C.F.

Dr. S. J.
n° 5.964 ch

Monsieur le Directeur des Domaines,
Chef du Service Central des Ventes des Mobiliers
de l'Etat,
8^{bis}, rue de Lisbonne - Paris (VIII^e)

Vu
le
6.3.42

stop

Mlle Privat
3 ex.

6.3.42

En réponse à votre lettre du
26 Février dernier (Bureau du Contentieux - n° 88)
j'ai l'honneur de vous faire connaître qu'ayant
le transfert à la S.N.C.F. de l'exploitation des
lignes concédées aux grands Compagnies de
Chemins de fer, celles-ci, qui revendiquaient
pour leur réseau la qualité d'inventeur des
objets trouvés dans la dépendance du domaine
public par leurs agents en service, considéraient
généralement qu'il serait en être de même
des objets trouvés, ~~plus~~ ^{des} ~~autres~~ ^{autres} identiques,
par toute personne attachée à une entreprise
relevant du service de chemins de fer, tels
que buffet, bibliothèque, ~~vaisselle~~ ^{vaisselle}, etc.

Cette règle se trouvait d'ailleurs inscrite
dans ~~leurs~~ ^{les} règlements intérieurs, règlements
qui, ^{depuis la création de} ~~avec~~ la S.N.C.F., sont provisoirement
restés en vigueur dans le Réseau.

Une Instruction actuellement à l'étude,
et destinée à unifier ces différents règlements,
reprenant les permissions antérieures et, dans
l'encadré, d'ailleurs non créative,
qu'elle fait des entreprises relevant du réseau,
nomme expressément la C^{ie} ^{Inf} ~~des~~ ^{des} Wagons-Lits.

Au surplus, parmi les traités passés
avec cette entreprise, il en est qui ^{même} ~~peuvent~~
servir à préciser le point de vue du Réseau
sur la question.

En ce qui concerne

Après telle décision, il est vrai, ne figure
pas dans la traite' parée, le 31 juillet 1939,
entre la S.N.C.F. et
avec la C.I.W.L. pour l'exploitation par cette
Compagnie de services de voyageurs, voitures
Pullmann, voitures-salon et voitures-restaurants.
Sur l'indiqué, l'article 13 de la traite' établit
au profit de la S.N.C.F. un certain droit de regard
sur les agents de la C.I.W.L., peut-elle se
notamment, exiger la punition et même le
renvoi.

En outre, aux termes du même article (13),
il est stipulé que "le personnel de la C.I.W.L. a libre
accès dans les gares et les installations de S.N.C.F. pour
l'accomplissement de son service, mais doit observer
les règlements de chemins de fer en vigueur et se
soumettre aux ordres des agents compétents, chefs de gare,
contrôleurs et chefs de train de la S.N.C.F. pour tout
ce qui concerne le Service de l'Exploitation".

Le personnel de la C.I.W.L. étant ainsi tenu
de se conformer ^(d'après l'usage courant) aux règlements du chemin de fer,
il n'y a aucune raison de le soustraire à celui
de ces règlements concernant les objets trouvés.

Enfin il convient d'observer que c'est aux lieux
et places de la S.N.C.F. que la C.I.W.L. assure le service
dont elle est chargée aux termes de la traite', et qu'il
est donc normal, d'appliquer à ces services à défaut
de dérogation expresse, d'appliquer à ces services
les règles applicables à ceux que la S.N.C.F.
continue d'assurer par elle-même.

Le Chef du Contentieux,

Je ne disais pas
cela.

En réalité, ce sont
les règlements, sur
la sécurité qui ont
été pris.

Je pense bien sûr
cette réglementation
basée sur la traite'.
En réalité, les agents
de la C.I.W.L. sont chargés
des villages de voitures
et ceux ne les connaissent
travaillant l'entretien de
l'aval.

Nous pourrions
admettre que les
agents de la W.L. trouvent
pour notre compte,
quand il s'agit d'objets
ramassés dans les gares,
mais pas lorsqu'ils ont
des objets ramassés dans
les voitures de la
C.I.W.L.